

BULLETIN DE LIAISON

DU

C.I.A.F.T.

Juin 1990

Vol.7 no 29

Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
1265, Berri, Bur. 930 Montréal (Québec) H2L 4X4
(514) 844-0760

SOMMAIRE

Dernier soubresaut d'énergie

Ça bouge au CIAFT

**Coalition Urgence Secrétariat d'État
Formation professionnelle
Formation en marketing social
Un prix qui fait du bien
Agenda**

La communauté rurale du Bas-St-Laurent s'organise

La TPS et son impact

Maricuri... une petite débrouillarde modèle

Oui au féminisme...

Des nouvelles des associations

**Formation de l'APSEQ
Assemblée générale du R-QUODE
Assemblée générale des SEMO**

Les p'tites dernières

**A l'aide!... sociale
Une nouvelle session de formation**

DERNIER SOUBRESAUT D'ÉNERGIE....

Différents dossiers mobilisent les énergies des membres du CIAFT: équité salariale, accès à l'égalité, formation professionnelle, plein emploi, etc. On parle aussi de pauvreté, de sécurité du revenu, etc.

Cependant, un dossier important voir même primordial nous avait jusqu'à date échappé: LES VACANCES!

Une grande sage disait un jour que personne n'accepterait de travailler dans des conditions qui sont les nôtres si ce n'était des vacances.

Aucune d'entre nous n'accepterait de travailler sous pression, de faire des semaines de 45, 50 et même 60 heures, d'accumuler des jours et des jours de temps à reprendre qui ne seront jamais repris, si nous n'avions pas nos deux, trois ou même quatre semaines de vacances.

En effet, dans nos moments de grandes déprime ou de pré-burnout, la date encadrée en rouge sur le calendrier ou les grands X au plomb dans nos agendas sont des bouées de sauvetage voir même des phares dans la nuit.

De plus, la durée des vacances est directement proportionnelle à la capacité d'emmagasiner stress, surtâche, rush, etc.

Est-ce à dire que les vacances sont une arme machiavélique qui serait responsable des conditions de travail, qui sont à la limite du soutenable?

Et bien, c'est fini; je compte bien que le CIAFT et ses membres se lèvent et s'opposent à cet état de fait. Nous devrions être les porte-étendard de l'abolition ... des vacances.

Fini l'exploitation, fini les mauvaises conditions de travail, fini l'exploitation de la race humaine par la race humaine. A bats les vacances!

D'ici notre mobilisation à toutes, je vous souhaite de passer un bel été et de bien profiter de vos DERNIERES vacances!

Bye! Bonnes Vacances

Martine Bégin
Transition'Elle

La L..on..on..on..gue histoire

d'identifier des pistes d'actions afin de contrer dans l'avenir toutes nouvelles réductions du budget du Programme Promotion de la femme et aussi récupérer les sommes perdues.

Suite à cette réunion tenue le 4 octobre, il est convenu d'inviter l'ensemble des groupes recevant des subventions de fonctionnement à une rencontre afin d'élaborer des stratégies visant à atteindre nos objectifs soit:

- récupération des crédits perdus;
- prévention de nouvelles coupures;
- maintien du volet soutien.

La rencontre du 7 novembre donne lieu à la naissance de la Coalition québécoise Urgence Secrétariat d'État.

Il est convenu par l'ensemble des participantes que les actions entreprises devront être graduelles et culminer en manifestations et autres moyens plus spectaculaires si nécessaire.

Dès décembre 1989, chacun des groupes écrit au Premier Ministre Monsieur Mulroney, lui signifiant son refus d'accepter les coupures décrétées dans le budget Wilson de 1989 et le désengagement réel de son gouvernement vis-à-vis des femmes malgré de nombreux engagements verbaux envers celles-ci. Sont aussi informé de notre position les membres du

Conseil du Trésor; les cheff-es d'opposition, la ministre de la condition féminine Madame McDougall et le secrétaire d'État, Monsieur Gerry Weiner de qui l'on sollicite une rencontre.

En janvier, de nombreux députés reçoivent aussi la visite de groupes de femmes de leur comté afin d'expliquer la situation et solliciter leur appui. Des contacts sont faits auprès de différents journalistes et des lettres envoyées aux journaux. Il est aussi décidé d'organiser la circulation d'une pétition qui sera déposé à la Chambre des Communes au moment jugé opportun.

Nous avons sollicité votre coopération pour la cueillette des signatures et vous remercions de votre collaboration. Plus de 3000 signatures ont été ainsi recueillies et sont venues supporter les autres démarches.

L'Honorable Gerry Weiner accepte de rencontrer des représentantes des groupes de femmes le 16 février 1990, quatre jours avant le dépôt du budget devancé cette année au 22 février. À la sortie de cette réunion nous sommes convaincues que de mauvaises nouvelles nous attendent le 22 et que le Cabinet Mulroney a encore une fois décidé de réduire son soutien aux femmes malgré les assurances

La l..on..on..on..que histoire

verbales que la réduction de 15% de 1989 était la seule que nous aurions à subir. "Les paroles s'envolent, bien fol est qui s'y fie".

Le problème des autres groupes touchés par le budget 90 reste entier, celui du rétablissement du budget du Programme promotion de la femme au niveau 1987-88 et du maintien de son volet soutien reste intégral.

Cependant, nous avons établi un certain rapport de force et fait savoir qu'il faudra désormais compter avec la détermination de l'ensemble du mouvement des femmes décidées à ne plus se laisser couper les vivres!

Et l'automne venu...

Lyse Leduc

Comité de formation professionnelle

Lors de la dernière réunion qui a eu lieu le 15 mai dernier, nous avons eu un résumé de certains chapitres du rapport des Groupes de travail du Centre canadien du marché du travail et de la productivité. Andrée Robert, Marie Simard et Gabrielle Ciesielski nous ont présenté les recommandations de chacun de ces groupes concernant les assistés sociaux, l'apprentissage et les prestataires d'assurance-chômage. Plusieurs de ces recommandations rejoignent celles qui avaient été faites par le CIRFT; toutefois, leur mise en application pose certaines interrogations. Nous nous pencherons davantage sur ces rapports lors de notre prochaine réunion le 27 juin et verrons à faire parvenir de nouvelles recommandations au CCMTP.

En ce qui concerne la restructuration de la Commission de formation professionnelle: rien de nouveau... Nous sommes toujours dans l'attente et... à l'affût d'informations intéressantes!

Compte-rendu de l'atelier de formation "Le Marketing: une discipline, une fonction, une attitude".

L'atelier a été dispensé par Madame Louise St-Pierre, consultante en marketing dans la région de Baie Comeau. Pour Madame St-Pierre, le marketing est avant tout un outil de travail pour atteindre nos objectifs. C'est à la fois une façon de penser et de gérer, une fonction de gestion de l'entreprise et une façon de développer des comportements chez notre clientèle, dans notre cas, des femmes voulant intégrer le marché du travail.

Elle nous a d'abord montré en quoi le marketing pouvait être utile pour nos organisations. Sa présentation soulignée de nombreux exemples s'appuyait sur l'historique de nos groupes, des relations que nous entretenons avec les membres du conseil d'administration et avec les femmes qui constituent notre clientèle.

La consultante nous a présenté les clés d'une planification marketing. Cette fonction s'apparente à un outil de prise de décision. Elle nous a démontré comment chacune de nos décisions a des effets à tous les niveaux de notre organisation soit: le personnel qui y travaille, les outils que nous produisons et notre clientèle. Son but était de nous présenter le concept de gestion de la qualité ou gestion totale où tous les niveaux de l'organisation sont orientés vers l'utilisation maximale de nos ressources.

Une bonne planification se retrouve dans les réponses aux questions suivantes: Quelle est la situation actuelle, quels résultats désirons-nous obtenir, comment y arriver et comment mesurer le succès de nos interventions.

Pour Madame St-Pierre une organisation doit s'arrêter périodiquement et comparer ses fonctions actuelles avec la mission originale de nos organisations. Il ne s'agit pas de figer dans nos desseins initiaux mais de s'assurer que le processus démocratique à l'intérieur de nos organismes va toujours de paire avec les besoins de notre clientèle.

Elle nous a fourni des outils concrets pour faire un diagnostic de nos groupes. A partir de cette réflexion sur nos objectifs et les moyens que nous utilisons pour les atteindre, la consultante nous a donné les traits majeurs d'une gestion planifiée et satisfaisante pour toutes les composantes de nos groupes. Bref nous dit-elle, il importe de connaître d'abord nos forces et nos faiblesses pour ensuite assurer des services

Compte-rendu de l'atelier de formation "Le Marketing: une discipline, une fonction, une attitude".

distinctifs et de qualité à nos clientèles ce qui est notre principale préoccupation.

La participation fut très grande et animée. De nombreuses questions ont été soulevées et beaucoup d'éléments de réponse ont été apportés. Un souhait a été fortement exprimé, celui de voir Madame St-Pierre continuer cette formation, les nombreuses interventions n'ayant pas permis d'aller jusqu'au bout du plan initial de travail.

Line Goyette
Travail Non Traditionnel

Un prix ... qui fait du bien au moral!

C'est jeudi le 26 avril dernier que le Conseil de la santé et des services sociaux de la région Bas St-Laurent Gaspésie, Îles de la Madeleine décernait ses prix d'excellence. Ce soir-là, le SEMO Ficelles de Rimouski a reçu le prix d'excellence pour son travail bénévole et communautaire.

Ce prix est remis aux partenaires hors réseau des établissements de santé et de services sociaux. C'est un prix qui a fait du bien au moral de toute l'équipe de travail et aux membres bénévoles. Il n'y a pas que des coupures dans la vie...

Denise Banville
Centre Ficelles

AGENDA... AGENDA... AGENDA...

Avril 1990

23 avril Lyse Leduc représente le CIAFT lors d'une table ronde au Salon de la Femme sur le thème "Conquérir l'égalité économique"

Réunion de la Coalition en faveur de l'équité salariale.

25 avril Martine Bégin assiste à un cocktail organisé à l'Assemblée Nationale à l'occasion du 50e anniversaire du droit de vote des femmes

28-29 avril Jacinthe et Lyse passe la fin de semaine au Forum 50 heures du féminisme. Malgré le beau soleil, c'est un franc succès!

Edith Godbout, comme représentante du CIAFT, fait partie d'un panel sur le thème "Doit-on changer nos revendications face aux changements du marché du travail?"

30 avril Déjeuner-rencontre du CIAFT Montérégie avec madame Pauline Marois sur le sujet de l'aide sociale.

Mai 1990

2 mai Marie-Claude Martel et Lyse Leduc participe à une réunion de la Coalition en faveur de l'équité salariale.

3 mai Réunion du comité contenu, on avance!

3 et 4 mai Martine Bégin assiste à Ottawa à un colloque organisé par Condition féminine Canada portant sur les moyens par lesquels les associations de femmes peuvent contribuer au suivi parlementaire de la loi sur l'équité en matière d'emploi.

4 mai Lyse Leduc rejoint Martine à Ottawa pour une rencontre du Réseau Canadien d'équité en emploi

AGENDA... AGENDA... AGENDA...

- 5 mai** Réunion du conseil d'administration de la FFQ. Andrée Robert y assiste.
- 6 mai** Assemblée générale de la FFQ. Lyse et Andrée sont présentes.
- 10 mai** Jacinthe assiste à une conférence de presse contre la réforme de l'aide sociale.
- 14 mai** Denise Banville de Rimouski rencontre Madame Monique Dézina dans le dossier Urgence Secrétariat d'État.
- 23 mai** Réunion du comité d'organisation du Forum pour l'emploi.
Rencontre du comité contenu.
- 29-30 mai** Formation de deux jours à Québec sur le "marketing social". Voir le compte-rendu de Line Goyette.
- 30 mai** Jacinthe assiste à une formation sur "Les coins et les recoins de l'appareil gouvernemental québécois", organisée par Relais-Femmes.

Suzanne Blache et Andrée Robert rencontre Mme Aline St-Amand, du bureau de Monsieur André Bourbeau pour demander une aide financière pour le congrès ainsi qu'une rencontre avec Monsieur Bourbeau pour lui faire connaître les préoccupations du CIAFT sur différents sujets.

Juin 1990

- 4 juin** Lyse Leduc prend part pendant une journée au Sommet mondial de FRAPPE, journée consacrée au thème pouvoir et travail. Elle assistera aussi au cocktail de la Fondation Thérèse F. Casgrain le 6 juin sur le thème "Pour l'amélioration de la condition féminine par le progrès social".
- 6 juin** Marie Lavigne, présidente du Conseil du Statut de la femme rencontre des représentantes des groupes de femmes pour discuter du mandat et de l'orientation du CSF. Lyse Leduc y assiste pour le CIAFT.

AGENDA... AGENDA... AGENDA...

Martine Groulx se rend à l'assemblée générale de Relais Femmes

- 8 juin** Dernière rencontre du comité contenu du congrès avant les vacances.
- 11-12 juin** Lyse Leduc assiste à une formation sur la levée de fonds organisée par le Centre Canadien de philanthropie. Elle en apprend beaucoup, entre autres que la levée de fonds pour un petit groupe, c'est très difficile.
- 12 juin** Denise Banville rencontre deux chercheuses du MMSRFP au sujet des "femmes monoparentales et la sécurité du revenu"
- 13 juin** Madeleine Berthiaume de TNT assiste à une assemblée publique sur la réforme de l'aide sociale, organisée par la Ligue des droits et libertés.
- 13-14 juin** Rencontre des tables Éducation-Main-d'oeuvre à Montréal.
- 15 juin** Réunion du conseil d'administration.
- 21 juin** Lyse Leduc part en vacances après une année fertile en rebondissement! Bonnes vacances Lyse!
- 29 juin** Jacinthe part aussi en vacances.

Le CIART rouvrira ces portes le 31 juillet. Bonne vacances à toutes!



"Qui, mieux que nous du milieu rural, incarne les chances du Québec de résoudre les grands enjeux nationaux d'un environnement de qualité, d'un renouvellement perpétuel des ressources, d'une occupation rationnelle du territoire, d'un développement durable..."

Extrait du manifeste des ruraux - Juin 90

Il existe plusieurs groupes de femmes dans l'Est du Québec qui sont nés la plupart du temps pour répondre aux besoins et malaises qui ne sont pas comblés ou pour lesquels les réponses sont mal adaptées dans les services traditionnels. Ce sont des centres de femmes, des maisons d'hébergement pour victimes de violence, des collectifs de santé, des ressources d'intégration au marché du travail.

Si nous sommes venues aujourd'hui apporter notre appui à la Coalition Urgence rurale c'est parce que nous nous inquiétons du sort des femmes d'ici. Elles sont de plus en plus nombreuses à faire appel à nos services parce qu'elles sont aux prises avec des problèmes engendrés pour une large part par des conditions socio-économiques précaires.

Isolées sur le territoire, insécures financièrement, les femmes se présentent à nos portes dans un état psychologique inquiétant. C'est dans la quotidienneté même des femmes que se font sentir les effets de l'économie chancelante de notre région et des politiques instaurées.

Citons quelques exemples:

- Quand il n'y a pas de "job" pour les hommes, il n'y en a pas plus pour les femmes.**
- Les femmes d'ici sont bénéficiaires de l'aide sociale et responsable de familles monoparentales dans une proportion supérieure à celles des autres régions, particulièrement chez les moins de 25 ans.**
- L'accès à la formation est freiné non seulement par les distances à parcourir et l'absence de transport en commun mais aussi par des normes édictées au plan provincial qui ne collent pas aux réalités et aux besoins d'ici (norme de 15 étudiantes pour partir un cours).**
- Pour avoir droit à des soins de santé spécialisés pour elles et leurs enfants, les femmes d'ici doivent effectuer de longs trajets. En plus de faire face à un manque à gagner, il y a aussi le problème de garderie à résoudre pendant leur absence.**

-Ce sont les femmes qui se retrouvent avec la responsabilité d'accueillir et de supporter les jeunes adultes boudés par le marché de l'emploi ou cobayes des politiques cataplasmes qui s'opposent à leur droit à une vie autonome et décente.

-La politique de désinstitutionalisation se fait aussi sur le dos des femmes.

Privatisation, dérèglementation, rationalisation des services, contrôle des dépenses de l'État semblent être des concepts à la mode depuis quelques années chez nos gouvernants.

Dans le Bas St-Laurent, les retombées économiques attendues par les promesses électorales, le Sommet socio-économique, l'Entente Canada-Québec sur le développement régional ressemblent davantage à des retombées catastrophiques.

Sans volonté politique assortie d'un soutien financier réel, le Bas St-Laurent, tout comme la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, demeure globalement une région confinée au sous-développement.

Bien sûr, on verra toujours poindre les touristes saisis par la beauté naturelle du paysage et repus des produits frais de la mer. Une fois remis de cet exotisme, combien se souviennent ou prennent conscience de notre dure réalité socio-économique?

Conscientes d'être évincées des processus de décision au chapitre de la redistribution de la richesse collective, les groupes de femmes de l'Est du Québec tiennent à souligner aujourd'hui leur solidarité à tous les partenaires ici réunis.

Les groupes de femmes de l'Est du Québec tiennent à proclamer que les différentes ressources alternatives et régionales comme celles qui ont été mises sur pied par ces mêmes groupes sont des entreprises socialement rentables.

Par notre travail, nous répondons aux besoins de base des femmes de façon immédiate et sans bureaucratie. Nos moyens reposent sur une philosophie et des pratiques collectives et visent la prise en charge des femmes par elles-mêmes, pour trouver réponse à leurs problèmes.

COALITION URGENCE RURALE - BAS ST-LAURENT - MANIFESTE - COALITION...

Nous sommes convaincues que par notre implication directe dans l'évolution sociale et communautaire de chacun de nos milieux nous contribuons au développement d'un tissu social susceptible de favoriser une meilleure qualité de vie.

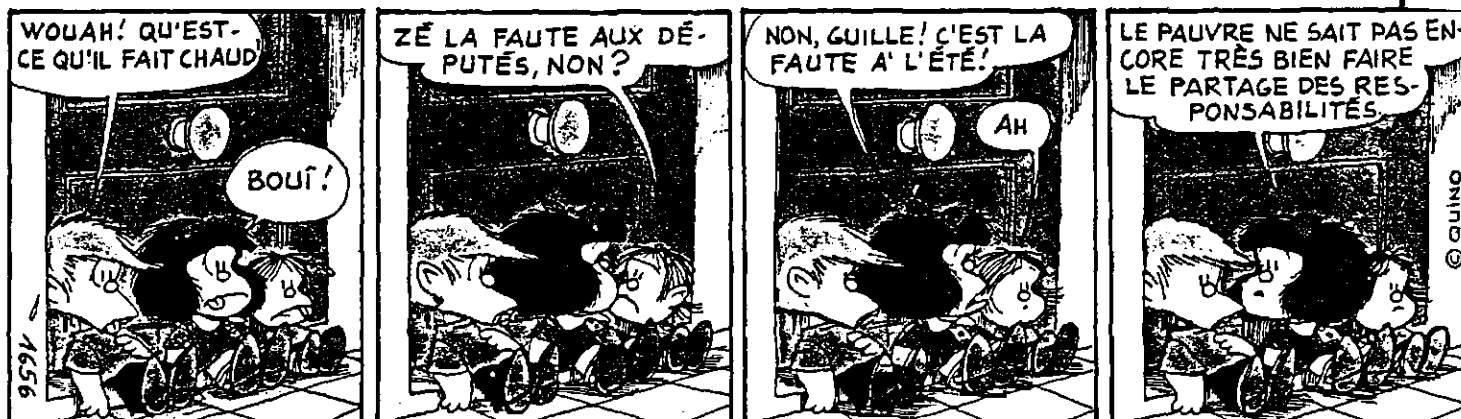
Femmes et hommes de l'Est du Québec, restons unis dans nos différences. Sachons profiter des éléments naturels qui nous entourent: la mer, la terre, la forêt.

Les années qui viennent seront déterminantes quant à la place que nous prendrons dans la définition du devenir de notre région.

Notre pouvoir sera la synthèse de notre solidarité, de notre détermination et de notre volonté d'action.

**Table de concertation des groupes de femmes
de l'Est du Québec, Cathédrale de Rimouski
10 juin 1990**

"En foi de quoi, nous soussignés, individus ou organismes du Bas St-Laurent, formons officiellement la Coalition Urgence rurale et témoignons de notre engagement dans l'affirmation de notre réalité et dans la prise en main, une fois pour toutes, de notre destinée"
Extrait du manifeste



LA TPS ET SON IMPACT

Compte-rendu de l'exposé des membres de l'Association des Services d'Économie familiale de la Rive-Sud, sur l'impact de la TPS et sur la coalition qui s'organise contre cette taxe.

Cette fameuse TAKE SUR LES PRODUITS ET SERVICES affectera beaucoup les femmes à cause de leur situation socio-économique: elles constituent une majorité parmi les pauvres.

La TPS est une taxe à la consommation qui vise à remplacer la taxe aux manufacturiers, actuellement payée par les grossistes. C'est une taxe multi-stade; elle est chargée à plusieurs étapes de la production et réclamable par plusieurs niveaux d'intermédiaires. Ceux-ci, par contre, peuvent en réclamer le remboursement au gouvernement.

La coalition juge cette taxe régressive, par opposition à une taxe progressive qui, elle, est proportionnée aux revenus, comme les impôts. Le système devient de plus en plus régressif parce qu'il ne tient pas compte du revenu: tout le monde paye la même chose. On estime que c'est une façon injuste de financer l'état.

La politique fiscale du Parti conservateur a changé depuis leur arrivée au pouvoir. Entre 1984 et 1988, les salariés de 24,000\$ et moins ont payé 44% de plus en impôt; ceux dont les revenus se situent entre 24,000 et 49,000\$ ont vu leurs impôts augmenter de 10%; les hauts salariés de 49,000\$ et plus ont pour leur part, bénéficié d'une baisse de leurs impôts de 6%. Il semble que c'est une tendance qui se maintient. La base de cette politique du P.C. est que ce parti est sensible aux mieux nantis. Il veut "récompenser l'effort", c'est-à-dire l'accumulation des revenus qui stimulent les investissements. Par exemple, les gains de capital ne sont pas imposés jusqu'à une valeur de 100,000\$; on prévoit augmenter le plafond des REER de 7,500\$ à 12,500\$. Cette politique augmente la charge d'impôt des particuliers et leur transfère le poids d'imposition de l'entreprise; en effet, les particuliers paient 83% des impôts perçus par le gouvernement canadien!

La portée de la TPS: imposer tous les biens et les services

Il y aura quelques exceptions, mais cette taxe risque, de par son caractère régressif, de provoquer de l'inflation, c'est du moins l'argumentation de base de la coalition. Certains produits seront

LA TPS ET SON IMPACT

exemptés de taxe mais leur liste n'est pas encore accessible. On sait d'ores et déjà que la plupart des aliments de base ne seront pas taxés. Les aliments préparés, oui. On croit que cela viendra favoriser le marché noir. Certains produits, comme les médicaments prescrits, seront détaxés; d'autres seront exonérés, les soins dentaires par exemple.

Bien sûr, cette taxe a la qualité d'être visible; d'autres taxes cachées présentement vont disparaître mais cela ne se répercutera certainement pas sur le prix de détail. Aussi, on nous avait annoncé une TPS de 9% pour nous faire avaler 7%!

A qui cette taxe profitera-t-elle? La coalition pointe le gouvernement et les grosses compagnies.

L'avantage pour le gouvernement est qu'il peut en augmenter le taux par décret. Soulignons que dans tous les pays où la TPS existe, elle a toujours augmenté. C'est un levier de financement intéressant.

L'impact de la TPS se fera sentir par l'augmentation de certains prix, par exemple: on estime que les prix des livres monteront de 5.2% et ceux des chaussures de 7%. Aussi, les travailleurs syndiqués vont vouloir protéger leur pouvoir d'achat et vont demander des hausses salariales que la PME ne pourra accorder. Aussi, les petits commerçants auront des difficultés à administrer cette taxe. Les agriculteurs auront le droit de réclamer le remboursement de la taxe ce qui équivaut à des charges administratives additionnelles.

On a prévu des crédits d'impôt pour les moins nantis, mais ils ne couvriront pas tous les effets de la taxe. Ces crédits ne seront accessibles qu'aux salariés de moins de 40,000\$ et en proportion de leurs gains; de même ils ne seront pas indexés en bas de 3% d'inflation, ils baisseront donc avec les années.

La Coalition contre la TPS est sensible au déficit canadien, mais elle croit qu'il y a d'autres moyens de le combler. La TPS ira chercher 24 milliard de dollars dans nos poches. Après avoir amorti les frais administratifs reliés à la perception de la taxe, on arrivera à 13,2 milliards d'argent nouveau disponible pour payer la dette nationale. La Coalition suggère d'amasser cette somme en la cherchant là où elle est à l'abri:

LA TPS ET SON IMPACT

°dans les compagnies, qui bénéficient d'abris pour divertissement (party, billets de saison, alcool...) on pourrait récupérer 1 milliard de dollars par année;

°dans les gains de capital comme les profits réalisés en bourse ou par spéculation: \$0.5 à \$1 milliards par année;

°dans les déductions pour frais d'intérêt, comme des sommes empruntées pour acheter une autre compagnie: \$1 milliard/an (disposition particulières pour les fermes);

°dans les compagnies qui jouent avec les frontières et qui utilisent leurs succursales hors pays pour investir sans payer d'impôt:

°dans l'impôt des entreprises, en imposant un minimum pour toutes les compagnies (présentement, elles payent très peu ou pas du tout d'impôt): \$2 milliards/an;

°dans l'impôt sur le revenu de la classe moyenne-aisée que l'on pourrait augmenter pour amasser \$1,4 milliard de plus par année;

°en augmentant l'échelle graduelle pour les hauts salariés (de 27% à 29%): \$2.4 milliards/an;

°en imposant les fortunes qui changent de mains lors d'héritage (le Canada est le seul pays où il n'y en a pas): \$2 milliards/an;

°en repérant les fraudes fiscales dans les déclarations des compagnies: \$3 milliards/an (présentement on vérifie les déclarations de 1% des cie).

On peut donc récupérer plus de \$13.3 milliards sans TPS et la coalition considère que ces moyens sont plus justes et réduiraient l'écart entre les classes pauvres et riches. Il faudra bien sûr, considérer la charge familiale au moment du calcul des revenus imposables.

Louise Gagnon Lessard
Passage Yamaska

MARICURIK ou Une petite débrouillarde modèle proposée à la scientifique de demain

Nous connaissons toutes et tous l'importance des modèles présentés aux jeunes élèves du primaire et du secondaire pour les inciter à voir que les filles peuvent aussi avoir accès à une grande variété de carrières professionnelles. Les revues qui traitent d'activités scientifiques et qui s'adressent à ces jeunes nous paraissent un lieu privilégié pour trouver de nouveaux modèles significatifs pour les fillettes et aussi pour que les garçons ne s'étonnent plus de voir les filles dans des lieux d'activités moins traditionnelles.

C'est ainsi qu'une étude a été faite sur la revue de vulgarisation scientifique *Je me petit débrouille*, magazine officiel du Club des petits débrouillards conçu entièrement au Québec. On y trouve, sous la plume du dessinateur Jacques Goldstyn, quatre personnages féminins et quatre personnages masculins, entre autres. Une subvention du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Science, a permis au Centre des femmes de l'Estrie de regarder de près comment les personnages féminins de cette revue parlent de la science et de la technologie.

Pour illustrer les résultats de la recherche, je vais vous présenter une cinquième petite débrouillarde créée à partir des données relevées lors de l'étude des quatre personnages féminins de la revue. Je l'appellerai **Maricurix** pour faire pendant au professeur Scientifix, le grand patron de la revue!

Allure générale de Maricurix

Maricurix se présente dans des vêtements confortables pour réaliser toutes sortes d'activités en restant à l'aise. Elle a un style décontracté et un peu "tomboy". On peut même à l'occasion la prendre pour un copain plutôt qu'une copine des autres personnages de la revue!

La fréquence d'apparition de Maricurix dans la revue

On rencontre **Maricurix** dans une proportion de 42% de l'ensemble des personnages principaux de la revue (4 filles, 4 garçons). Cependant, si on regarde tous les personnages dessinés présents, on constate que **Maricurix** (ou tous les personnages féminins) apparaît 16 fois quand l'un ou l'autre personnage masculin apparaît, lui, 84 fois... Il faut croire que la rue et les activités quotidiennes ne sont habitées que par une forte proportion de garçons ou d'hommes!

MARICURIX ou Une petite débrouillarde modèle proposée à la scientifique de demain

La place que Maricurix occupe dans les dessins

Quand Maricurix est présente dans un dessin, elle est debout, prête à agir. Elle est au centre du dessin, dans un plan américain (à partir de la taille). Dans bien des cas, on la voit au premier plan et elle est entourée par l'ensemble du décor dans lequel se situe l'action présentée. Comme on le constate, elle occupe une place de choix qui fait qu'on la voit bien. La revue a le souci de rendre les fillettes présentes et visibles. Cela ressort assez clairement.

Les attitudes scientifiques (selon le Ministère de l'Éducation) de Maricurix devant les situations qui lui sont présentées

Maricurix est souvent étonnée par les choses ou les événements qu'on lui présente. Elle manifeste son étonnement mais on ne sait pas toujours ce qu'elle en fait par la suite! Ailleurs, mais moins souvent, on la voit clairement, non seulement être étonnée, mais curieuse et prête à agir pour découvrir ce qui se passe ou comment ça marche. Elle manifeste aussi une bonne confiance dans ses capacités de solutionner un problème ou de faire face à une situation nouvelle pour l'explorer et faire des découvertes.

Par ailleurs, elle doute très peu des affirmations qui lui sont données pour expliquer un phénomène. Elle questionne rarement le professeur Scientifix, lequel détient toutes les réponses ou les explications. Maricurix manifeste peu de créativité et encore moins de doutes sur ce qui lui est présenté comme la réponse. Pour une future scientifique, ces aspects sont inquiétants...

Pour d'autres attitudes que celles qualifiées de scientifiques par le MEQ, Maricurix présente un comportement d'ordinaire moins fréquent chez les fillettes. En effet, elle se met souvent en colère et manifeste ouvertement son agacement devant des situations qu'elle juge aberrantes. Elle sait aussi dire qu'elle a besoin d'aide et montrer clairement sa satisfaction et son contentement devant le déroulement d'une expérience ou d'une action qui réussit. En somme, elle est capable d'expérimenter une grande variété d'attitudes sans se sentir confinée dans des stéréotypes. Voilà des aspects intéressants à découvrir chez cette Maricurix!

MARICURIX ou Une petite débrouillarde modèle

Les actions scientifiques (selon le Ministère de l'Éducation) de Maricurix

Maricurix observe beaucoup avec ses sens les différents objets d'expérimentation qui lui sont soumis. Elle les manipule fréquemment et elle n'a pas peur de bouger pour découvrir le fonctionnement de son corps ou des objets qui l'entourent. Maricurix est une grande adepte de la communication. Elle lit très souvent. On la voit régulièrement écrire. Aussi, elle parle ou écoute ce que ses amis veulent lui communiquer. En somme, elle est axée sur les relations avec les autres et c'est par le langage qu'elle vit ces relations.

Cependant, dans les actions posées, elles compare rarement un événement à un autre ou une observation à une autre pour établir les différences ou les ressemblances. De plus, elle n'observe qu'occasionnellement des objets avec des instruments. Elle utilise ou construit peu souvent un instrument de travail. Pourtant, ses habiletés sont très importantes dans le monde des sciences et de la technologie.

Les sujets scientifiques (selon le Ministère de l'Éducation) que Maricurix aborde le plus fréquemment

Maricurix s'intéresse surtout aux sciences de la nature. La physique d'abord (avec ses phénomènes de vitesse, d'optique, d'électricité, etc.), puis c'est la biologie, l'astronomie et enfin l'environnement. Après les sciences de la nature, Maricurix se tourne ensuite vers les sciences humaines pour découvrir d'autres peuples, d'autres écritures, d'autres périodes historiques, etc. Puis vient un intérêt pour la technologie, les engins de toutes sortes, les ordinateurs.

Comme on le voit, le domaine technologique fait figure de parent pauvre. Comme celui de l'environnement d'ailleurs qui pourtant suscite beaucoup d'intérêt chez les femmes et de plus en plus au sein de toute la société. Ces champs de connaissance promettent tous deux aussi des possibilités de carrières professionnelles intéressantes. Dommage qu'ils soient si peu présents...

MARICURIK ou Une petite débrouillarde modèle

Les interactions de Maricurik avec la situation présentée et les autres personnages de la revue

Notre jeune Maricurik découvre les sciences. Elle le fait surtout en interagissant avec la situation qui lui est proposée sans lien avec d'autres personnages. Par ailleurs, le personnage le plus fréquemment en relation avec elle, est la mascotte Beppo (une sorte de grenouille de sexe masculin...) suivi de peu par sa relation avec le lecteur ou la lectrice de la revue. Ensuite, Maricurik interagit le plus souvent avec les personnages principaux masculins de la revue. Elle communique très peu avec les autres personnages féminins. Et même si le professeur Scientifix est omniprésent, Maricurik ne lui parle que très rarement.

Conclusion

Comme on le voit, la jeune Maricurik est curieuse, elle se retrouve dans des situations de toutes sortes et elle s'affirme avec de plus en plus d'assurance. Cependant, dans sa façon d'aborder les questions, les objets, la technologie, elle est très orthodoxe et épouse très bien le modèle scientifique dominant hiérarchisé et sans question. Elle ne se préoccupe que très peu de tout le domaine technologique qui influence pourtant beaucoup notre vie quotidienne. C'est aussi un champ d'applications scientifiques qui peut lui fournir des ouvertures professionnelles intéressantes.

Est-ce que les jeunes Maricurik de demain doivent se calquer plus ou moins sur les garçons pour avoir accès à ces carrières? Quels modèles doit-on inventer pour rendre le domaine scientifique attrayant pour les jeunes filles? Est-ce qu'il n'y a pas lieu de repenser notre façon d'envisager la science comme un lieu aseptisé? Bien loin, en haut d'une tour d'ivoire? Où chacun et chacune travaille sans arrêt? Et pour arriver à quoi? A dominer la nature, la soumettre? Quels liens ont ces activités de recherches scientifiques ou d'applications technologiques avec la société dans laquelle on vit, avec notre communauté immédiate? Est-ce possible de faire des sciences sans tomber dans la frénésie de la compétition?

Voilà autant de questions qui restent sans réponse dans la façon dont les sciences et la technologie étaient présentées de 1986 à 1989 dans la revue Je me petit débrouille. Nous espérons que des dessinatrices vien-

MARICURIN ou Une petite débrouillarde modèle

dront apporter leur vision des choses pour permettre de rejoindre davantage la vision des petites filles qui lisent la revue et surtout celles qui ne la lisent pas encore!

Gertrude Doyon, assistante de recherche et
Suzanne Pouliot, chercheure principale

"Derrière tout homme évolué, il y a une féministe épuisée"

Auteure inconnue

OUI AU FÉMINISME... NON AUX FÉMINISTES

Depuis le 6 décembre, le mot FÉMINISTE a envahi les médias, modulé selon une gamme d'interprétation allant de la condamnation à mort (littéralement) à la proclamation. Entre les deux pôles, la vraie nature du féminisme a été oubliée car, quoiqu'on en dise, on ignore le plus souvent ce qu'est le féminisme. Toutefois, au lieu d'examiner le sens de ce mouvement social, nous examinerons ici de quelle manière il a été reçu dans l'histoire.

Le mot date d'un siècle environ. Il aurait été utilisé pour la première fois par Ubertaine Ruclert, en 1882, dans une lettre à une militante des droits des femmes¹. La première chose qu'il faut comprendre, c'est qu'il est venu nommer un mouvement déjà ancien dont on retrouve les racines théoriques à la fin du XVIII^e siècle et les premières formes d'organisation politique autour de 1848. Un mouvement pour les droits des femmes existe donc depuis un siècle et demi, même si ce fait capital a été occulté dans toutes les histoires officielles.

Ce mouvement est apparu dans la majorité des pays occidentaux et il a suscité, à partir des années 1890, un réseau d'organisations internationales et nationales dont les mouvements actuels ne sont que de pâles

OUI AU FÉMINISME...

imitations. Les suffragettes anglaises avaient mis sur pied, au début du siècle, sans subventions, une permanence de 80 personnes rémunérées pour la cause du suffrage féminin.² Les féministes françaises publiaient de 1897 à 1903, un quotidien, *La Fronde*, pour porter leurs principales revendications.³ On pourrait multiplier les exemples. Fait significatif, ce féminisme a suscité, dès son apparition, les réactions virulentes de plusieurs groupes masculins ce qui a contribué à proposer une dichotomie entre le BON féminisme et le MAUVAIS féminisme. Si les détracteurs actuels du féminisme s'avisait de lire les textes des féministes de cette époque, ils seraient médusés de la modération et de la timidité des revendications qui formaient la trame du MAUVAIS féminisme. Quant au BON féminisme, il avait déjà été récupéré par les autorités religieuses et politiques pour en proposer une définition qui liaient les femmes à la sphère privée, dans le cadre de leurs responsabilités familiales. Les femmes elles-mêmes souscrivaient à cette définition du BON féminisme. Distinguer entre plusieurs types de féminismes n'est donc pas particulièrement original: c'est une opération déjà vieille de cent ans, et ce n'est qu'une stratégie rudimentaire pour diviser la contestation. Mais passons.

Le féminisme, paraît-il, serait tombé en léthargie peu après la première guerre mondiale, après que le droit de vote des femmes ait été accordé aux femmes. Cette affirmation ne résiste pas à une analyse des faits. La mobilisation collective des Françaises est intense entre 1920 et 1940, sur les dossiers du vote, de la contraception, de la législation, de l'instruction.⁴ Les Américaines entreprennent dès 1925, la longue lutte pour l'ERA et mettent sur pied de puissantes associations de femmes. Des Québécoises s'acharnent contre toute attente, à revendiquer le droit de vote au niveau provincial. Après la rupture causée par la seconde guerre mondiale et la période de conservatisme social qui a suivi, les femmes ont mis quelques années à pointer du doigt les Inégalités foncières d'un système social qui exploitait leur expertise sur le double marché du travail salarié et du travail domestique. Des situations nouvelles, engendrées par les conquêtes du féminisme originel, suscitaient des analyses nouvelles. Le mot féminisme, qui avait été mis au rancart, est revenu à la surface pour nommer encore une fois cet ensemble complexe de revendications. "Libération des femmes années zéro!" ont écrit les féministes françaises en 1970, tellement elles étaient ignorantes du féminisme qui les avait précédées... Dès 1961, il y a près de trente ans, au Québec, l'essentiel de ces nouvelles revendications était formulé.⁵ Dès 1966, au Québec, les femmes s'étaient dotées de puissantes organisa-

OUI AU FÉMINISME...

tions, la F.F.Q. et l'AFERS. Dès 1969, les femmes du Canada tout entier, dans le cadre d'une très officielle et très sage Commission Royale d'Enquête, faisaient le constat de leur subordination et prenaient conscience de leur situation problématique. Or, les jeunes femmes de vingt ans, celles qui croyaient le féminisme inutile, dépassé, vieux jeu, ont alors expérimenté l'oppression la plus vive. Dans les mouvements de gauche où elles militaient, à part entière croyaient-elles, pour toutes les causes égalitaires, pacifistes, nationalistes, socialistes, elles expérimentaient une domination, celle des hommes du mouvement sur les femmes du mouvement. De cette expérience allait naître une analyse plus radicale de la situation des femmes, analyse qui permettait enfin de sortir des pièges de l'égalité. La bonne vieille dichotomie du XIX siècle a été remise à la mode: cette fois, il y avait les féministes MODÉRÉES et les féministes RADICALES. Les revendications si osées des MAUVAISES féministes du XIX siècle constituaient désormais l'agenda des féministes dites MODÉRÉES. Et dans une société qui se croyait égalitaire, les revendications des féministes RADICALES venaient tout bouleverser. La situation qu'elles dénonçaient était si intolérable... qu'on les a jugées intolérantes. Mais il s'est produit, à la fin des années 1970, un curieux phénomène, une à une, les analyses du féminisme RADICAL sont venues nourrir les revendications des femmes. Il devenait de plus en plus difficile de catégoriser les dossiers. A la fin de cette décennie, la ligne de partage entre les MODÉRÉES et les RADICALES est devenue de moins en moins claire. Peu à peu, c'est tout le féminisme qui a été jugé RADICAL. Malgré tout, les dossiers des groupes de femmes étaient documentés, sérieux, pondérés, politiques. Il n'était plus possible de les repousser du revers de la main. Il n'était plus possible d'en rire, comme à la Chambre des Communes, quand le dossier sur les femmes battues a fait s'esclaffer les députés, suscitant ainsi l'indignation générale des femmes.

Rien de plus inconfortable que la lecture des dossiers sur la condition des femmes. Et si la lecture de ces dossiers rend mal à l'aise, il faut chercher en soi-même la cause de malaise. Ce n'est pas le dossier qui est agressif. C'est la situation qui est intolérable. Dans l'Égypte ancienne, le Pharaon faisait exécuter les porteurs de mauvaises nouvelles. Aujourd'hui on choisit plutôt de blâmer celles qui les dénoncent. Une nouvelle dichotomie est venue séparer les féministes. Celles qui sont PARLABLES et celles qui sont CRIARDES. Ce n'est plus le féminisme que l'on juge, mais celles qui documentent et illustrent la revendication, celles qui tiennent à maintenir le débat sur la place publique.

Car la situation des femmes est loin d'être réglée, tout le monde en con-

OUI AU FÉMINISME...

vient maintenant. Bien entendu, les PARLABLES, sont celles qui ne parlent pas, celles qui disent: "Je ne suis pas féministe". Situation bien commode pour les détenteurs de l'objectivité masculine, de se donner des airs de tout comprendre et de tout expliquer. Mais que faire de celles qui sont CRIARDES, celles qui proposent une interprétation qui dérange les beaux syllogismes masculins, (d'ailleurs repris par bien des femmes), celles qui persistent à parler? Vous nuisez à votre cause leur répète-t-on. Taisez-vous! ⁷ Aussi est-il facile de constater que ce sont maintenant les FÉMINISTES qu'on oppose au FÉMINISME. Maintenant qu'on a reconnu les justesses de leurs analyses, (même les évêques ont pris position sur le dossier de la violence familiale!) on voudrait bien qu'elles se taisent. La tragédie de Polytechnique nous a offert un bel échantillon de censure et d'auto-censure. Messieurs Dubuc, Leclerc, Bourgeault peuvent en parler: on applaudit! Mais que les féministes se taisent. On ne veut pas les entendre. Elles sont coupables de prendre la parole. Elles sont même coupables de la violence des hommes au psychisme fragile, nous a expliqué monsieur Marcel Adam! Mais Messieurs Dubuc, Leclerc et Bourgeault se sont hâtés de passer à autre chose. Il faudra bien que des femmes continuent d'en parler pour que le féminisme ne soit plus "cette tare honteuse dont les femmes sont forcées de se disculper pour vivre en liberté... surveillée et pour dissuader de meurtre les Rambo de tout acabit". ⁸

Se taire. Si c'est pas malheureux! Ça me fait penser au film allemand sur la violence conjugale: Le silence des femmes fait la force des hommes.

Micheline Dumont
Historienne
Université de Sherbrooke

1K.Offen, "Defining Feminism" dans Signs, vol 14, no 1, 1988, pp.119-157.
2M.Vicinus, "Tactiques des suffragettes anglaises: espace des hommes et corps des femmes" dans Stratégies des femmes, Tierce, 1984, p.408
3

4H.Bouchardeau, Pas d'histoire les femmes!, 1978

5Le Devoir, cahier spécial du 25 juin 1961.

6L.Noël, "Haro sur les féministes!" dans Liberté,

7P. Bourgeault, "L'avenir est aux femmes" dans Châtelaine, Mai 1986.

8Marie Gratton, "En guise de requiem: un plaidoyer" dans La Tribune, 15 décembre 1989.

DES NOUVELLES DES ASSOCIATIONS...

L'Association des Parrains des Services Extension du Québec (APSEQ) vient de naître après deux ans d'efforts soutenus, lors d'une assemblée de fondation qui s'est tenue les 30 mai et 1er juin derniers à Drummondville.

Les membres de notre association ont élu Dominique Chevalier, coordonnatrice du projet Partance de Drummondville, au poste de présidente de l'APSEQ.

Pour celles qui ne sont pas familières avec les services Extensions, voici quelques repères. Le programme Extension tire ses subventions de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (CEIC). Il regroupe 44 projets au Québec dont 12 sont réservés aux groupes autochtones. Les autres projets desservent diverses clientèles, dont les femmes, les jeunes, les ex-détenus, les immigrants, les personnes handicapées, etc... ainsi que les clientèles des régions éloignées.

La vocation de ces projets est l'intégration au travail des clientèles mentionnées par le biais de services d'orientation et de recherche d'emploi à court terme. Ces projets se définissent également comme des mesures d'accroissement de l'employabilité.

Gabrielle Ciesielski

Coordonnatrice de l'Enjeu: Intégration des femmes au travail

Nouvelles du R.QUODE - 8 juin 1990

C'est à Ste-Foy que s'est déroulée, les 31 mai et 1er juin derniers, la 3e assemblée générale du Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (R.QUODE). Le regroupement rassemble 48 corporations à but non lucratif. Ces organismes ont pour bailleur de fonds la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, Direction du développement de l'Emploi (DDE).

Le programme de ces deux journées était chargé et beaucoup d'activités

DES NOUVELLES DES ASSOCIATIONS...

se succédaient: lecture de rapports, informations, table ronde et discussions sur la réforme de l'assurance-chômage et la stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, planification de la prochaine année, dîner-conférence, élections du prochain conseil d'administration, etc...

Jeudi 31 mai 1990. C'est dans le décor exotique du Québec Inn à Ste-Foy que les membres du Regroupement ont été conviés pour la 3e assemblée annuelle. C'est aux groupes de Québec qu'avait été confiée la planification des moyens logistiques. Ils nous ont accueillis avec beaucoup de chaleur. Merci à eux! C'est dans la grande salle du Roi que tous les membres ont pris connaissance du bilan des activités de l'année 1989-90. Cette année en fut une de redressement, de consolidation des acquis et de stabilisation de l'organisation. Les membres se sont vus offrir des activités intéressantes et propres à confirmer et stimuler le lien associatif. Le rapport d'activités a été très bien accueilli et tous ont remarqué l'excellent travail du conseil d'administration. Parmi les rapports de comité, celui du comité éthique "Propos sur les responsabilités de nos corporations" a été chaudement et longuement applaudi.

Puis, la table ronde en après-midi, animée par Laurent Laplante, journaliste bien connu, nous a informé sur la réforme de l'assurance-chômage et la stratégie de la mise en valeur de la main-d'oeuvre. Trois invités ont exposé leur point de vue: Madame Monique Uézina, Ministre d'État à l'Emploi et à l'Immigration, Ministre d'État au Troisième âge, Monsieur Bernard Robichaud, Conseil Canadien de développement social et Madame Hélène Paré, Institut Canadien d'Éducation des Adultes. Ensuite, les membres se sont regroupés en comités régionaux de liaison et ont échangé entre eux dans l'expectative d'un consensus pouvant exprimer les attentes des 48 groupes concernant le projet C-21.

Enfin, tous les groupes se sont rejoints pour le cocktail offert par le R.QUODE. C'est dans une ambiance très agréable que tous ont échangé autour d'une fontaine... de punch!

2e journée, vendredi 1er juin 1990. Réouverture de l'assemblée et planification de l'année 1990-91. Le plan d'action proposé présente des axes: 1. de communication, 2. de visibilité, 3. de prise de position (concernant plus spécifiquement la stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, les ententes fédérales-provinciales sur la formation de la main-d'oeuvre et à la politique de plein emploi), 4. de formation des

DES NOUVELLES DES ASSOCIATIONS...

membres par l'échange d'expertise, 5. du financement du regroupement. De plus, certains dossiers devront être suivis de près: 1. La participation des groupes et le programme RADE (aide sociale) et 2. la décentralisation.

Au dîner-conférence, Madame Pierrette Bourgeois, cheffe régionale PIP, nous a entretenu de la cotisation annuelle et des dépenses des membres pour leur participation au R.QUODE. Les propos de Madame Lafleur ont laissé quelque peu perplexe l'assemblée des membres.

Enfin, en après-midi, des procédures normales d'assemblée générale ont été effectuées et nous avons procédé à l'élection du nouveau conseil d'administration.

Somme toute, ces deux journées ont été très satisfaisantes et ont renforcé les liens d'appartenance des membres à leur regroupement. Ce fut une très belle assemblée générale.

Johanne Joly
Impulsion-Travail, membre du R.QUODE

Assemblée générale ASEM0

Dans une deuxième année d'association, les Services Externes de Main-d'Oeuvre (ASEM0) ont décidé de prendre une tangente plus ferme, mieux articulée, mieux visible. Après avoir été reconnus par le Ministère comme étant mesures désignées, nous vivons aujourd'hui avec les avantages et les inconvénients. Nous devons continuer à négocier avec le Ministère pour éliminer les inconvénients et, pour nos services et pour notre clientèle nous voulons garder et même bonifier les avantages à être mesures désignées.

En assemblée générale, on fait toujours l'exercice de dégager des recommandations, des orientations qui seront suivies et développées par les membres du c.a. Les représentantes des SEM0 clientèle femmes ont quant à elles déposé des recommandations qui tiennent compte de la problématique des femmes qui réintègrent l'emploi ou les études et pour nos services, la reconnaissance du travail que nous effectuons pour développer l'employabilité de nos clientes.

DES NOUVELLES DES ASSOCIATIONS...

A titre d'exemple, je vous livre quelques recommandations que nous avons déposées lors de l'assemblée:

"Les SEMO femmes demandent que l'ASEMO appuie, par des actions concrètes, les démarches que celles-ci ont entreprises pour faire reconnaître toutes formes de retour aux études pour une durée de 13 semaines et plus comme étant un résultat positif, au même titre qu'un placement en emploi".

Dans tous nos services, la clientèle demande de plus en plus d'intervention et les mesures d'intégration adaptées telles Extra, Stage en milieu de travail, sont parfois nécessaires pour atteindre nos objectifs d'intégrer à l'emploi. Pour ce faire, ou pour reconnaître le travail effectué auprès des clientes référées dans ces mesures, "les SEMO femmes demandent l'appui de l'ASEMO dans l'obtention de la reconnaissance de ces mesures tout comme le retour aux études et les placements et ce, pas seulement dans une proportion de 10%".

Une autre recommandation majeure qui concerne tous les services qui reçoivent des clientes de la sécurité du revenu concerne les frais de garde. Chaque cliente identifiée sur le barème de participation peut faire rembourser ses frais de garde. Les SEMO femmes demandent qu'en plus "les frais d'inscription et d'ouverture de dossier soient couverts par les Centres Travail-Québec, puisqu'ils sont indispensables à l'utilisation de la garderie".

Deux autres demandes ont fait l'objet de recommandations de la part des SEMO femmes. Il s'agit du temps de participation des clientes d'une durée moyenne de 6 mois que l'on voudrait voir porter à 1 an. Aussi, que des budgets supplémentaires soient consentis afin que les SEMO puissent à nouveau verser l'incitatif journalier de 8\$ et ce, pour les journées de participation à nos programmes.

Somme toute, ce fut une assemblée positive. Nous apprenons à nous connaître, à reconnaître aussi les difficultés de chacun et chacune selon la clientèle desservie. Quant aux revendications devant le Ministère, c'est chaque "clientèle" qui doit faire avancer le dossier, en collaboration avec l'association.

Denise Banville
Centre Ficelles, Rimouski

LES P'TITES DERNIERES...

DOSSIER AIDE SOCIALE

Le CIAFT fait appel à ses membres pour lui faire parvenir toutes informations pertinentes au niveau de notre dossier "Aide sociale" (articles de journaux régionaux, situations vécues par une de vos participantes, etc...) susceptibles de nous aider à monter un dossier d'interventions pouvant aider les femmes assistées sociales à devenir financièrement autonomes.

Pour toutes celles qui l'ont manquée...

FORMATION EN SANTÉ MENTALE

Le CIAFT offrira de nouveau la formation en santé mentale L'intervention auprès des femmes avec des troubles de santé mentale dans le cadre de l'intégration au marché du travail.

Cette formation se tiendra à Montréal les 23 et 24 août prochains, probablement au Cegep du Vieux-Montréal.

Madame Christine Archambault, travailleuse sociale à la Clinique Pointe St-Charles, reprendra le même contenu:

- l'identification des enjeux de l'intervention
- les conséquences pour les intervenantes
- les cas lourds
- les principales pathologies psychiatriques
- comment aider sans alourdir
- le burn out
- le concept de protectionnisme
- concepts de base de l'approche systémique en santé mentale.

Le coût est toujours de 15\$ par personne, (15 personnes maximum). On s'inscrit en téléphonant à Jacinthe au (514) 844-0760.

VIENT DE PARAÎTRE

L'essayer c'est l'adapter Les obstacles ergonomiques à l'accès des femmes aux postes traditionnellement masculins, Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ, 1990

Les obstacles qui s'opposent à l'accès des femmes aux postes non traditionnels ne sont pas qu'une question de mentalités à changer. Dans certains emplois, aménagés et conçus pour des hommes "grands et forts", les femmes peuvent rencontrer des problèmes bien concrets si on néglige d'aménager ces postes pour qu'ils soient accessibles à l'ensemble des individus.

C'est afin d'outiller les personnes responsables de la négociation des Programmes d'accès à l'égalité, pour qu'elles soient en mesure de prendre en compte les aspects ergonomiques de la discrimination systémique, que ce document a été réalisé par des chercheuses de l'UQAM à la demande des comités de condition féminine de la CSN et de la FTQ.

Dans des termes clairs et accessibles, le document fait le point sur les différences biologiques entre les sexes et leur impact sur le travail. Il établit la possibilité d'aménager les postes de travail pour un plus grand éventail de capacités physiques et suggère des pistes concrètes de solution.

On peut obtenir cette brochure de 40 pages en s'adressant au Protocole d'entente UQAM-CSN-FTQ, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, Succ. "A", Montréal (Québec) H3C 3P8 Tél.: (514) 987-3177